

Les signes de l'économie politique

Bernard Lamizet

Institut d'Études Politiques de Lyon
m-b-lamizet@orange.fr

Résumé

Comme tout système politique, l'économie est un système de signes et de représentations. La sémiotique de l'économie consiste à élaborer des méthodes d'analyse et d'interprétation de ces signes, qui donnent du sens à l'économie en proposant des représentations d'elle dans le débat public et dans les médias.

Quatre grandes caractéristiques spécifient la sémiotique de l'économie politique par rapport à d'autres formes de sémiotique ou à d'autres systèmes de représentation politique et d'information. D'abord, la relation entre la signification de l'économie et les réalités ou les imaginaires auxquels elle se réfère est toujours de l'ordre de la *valeur*. La deuxième caractéristique des signes de l'économie est la signification du *manque* qu'ils expriment. La troisième caractéristique des signes de l'économie est la forme qu'y revêt la production des signes, que l'on peut désigner par le concept d'*émission*. Enfin, comme tous les signes, le signe économique est arbitraire. Dans le champ de l'économie, cet arbitraire ne renvoie pas à une liberté du sujet, mais à la rupture entre le monde et sa transformation. C'est le sens du terme même, *économie*, sur lequel nous devons ici revenir. *Oikos*, en grec, qui est le terme sur lequel est construit le terme « économie », désigne l'espace connu, l'espace familial. L'économie consiste à transformer le monde du réel, de la *natura*, en un monde du symbolique et de la société, en un monde du rapport à l'autre que nous reconnaissons et que nous pouvons prévoir. On peut penser dans ce champ la problématique contemporaine de la dette : ses implications et ses significations multiples tiennent à la fois à une dimension éthique et morale de condamnation de la dette et à une dimension d'imaginaire politique fondée sur l'expression de l'indépendance, à la fois politique et financière.

Mots-clefs

Signes de l'économie; Valeur; Travail; Prix; Capital

Keywords

Economic signs; Value; Work; Price; Capital

Plan de l'article

Introduction

1. Les signifiants et les codes
2. La valeur comme sémiotique propre de l'économie
3. Les signes de la production et de la transformation: le travail
4. Les signes de la consommation: les prix
5. Les signes de l'accumulation: les capitaux
6. Sémiotique critique de l'économie politique
7. Les pouvoirs et les institutions en économie

Bibliographie

Introduction

Comme tout système politique, l'économie est un système de signes et de représentations. La sémiotique de l'économie consiste à élaborer des méthodes d'analyse et d'interprétation de ces signes, qui donnent du sens à l'économie en proposant des représentations d'elle dans le débat public et dans les médias. C'est que l'économie est un champ du politique qui, comme tous les autres, est construit à la fois, et de façon dialectique, par deux types d'éléments. Il s'agit, d'une part de faits, de processus, d'événements et de stratégies d'acteurs. D'autre part, il s'agit de représentations qui échappent à la logique de la cause et de l'effet, mais structurent nos opinions, nos idées, nos façons de penser l'économie.

Il nous faut donc à présent tenter de comprendre quels sont ces signes de l'économie, dans quelle logique sémiotique ils s'inscrivent et quels types de représentations et de discours ils instituent.

Quatre grandes caractéristiques spécifient la sémiotique de l'économie politique par rapport à d'autres formes de sémiotique ou à d'autres systèmes de représentation politique et d'information.

D'abord, la relation entre la signification de l'économie et les réalités ou les imaginaires auxquels elle se réfère est toujours de l'ordre de la valeur. On exprime ou on représente toujours une figure économique en lui donnant une valeur. C'est la valeur qui constitue le mode fondamental de sémiotisation de l'économie, et, dans l'histoire, l'économie s'est toujours instituée à partir du moment où des biens, des objets, des projets, voire des éléments naturels comme des matières premières, se voyaient reconnaître une valeur. En ce sens, la valeur constitue l'identité dans le champ de l'économie. Ce qui caractérise l'identité économique de la valeur est la tension entre l'usage et l'échange. La valeur d'usage est liée à la pratique singulière de l'activité économique: elle consiste à reconnaître à un bien ou à un objet une valeur fondée sur l'expérience ou l'usage que l'on peut en avoir, ou sur ce qu'il peut manifester dans notre propre activité sociale. La valeur d'échange est, elle fondée, sur le rapport à l'autre, et c'est en ce sens qu'elle est arbitraire. En effet, la valeur d'échange d'un bien ou d'un objet est fixée par une convention entre les parties qui se l'échangent, en dehors des considérations liées à la réalité ou à l'usage de ce bien. Les crises économiques tiennent à un écart, à une distance, trop considérable entre les valeurs d'usage et les valeurs d'échange. Cet écart entre les deux logiques de la valeur manifeste ce que nous désignerons en sémiotique économique par l'arbitraire du signe. C'est parce que la valeur du signe manifeste une rupture entre l'usage et l'échange que l'économie est faite de signes arbitraires, échappant à la causalité. Cette dimension arbitraire du signe économique explique la survenue de crises et de situations critiques, qui représentent

souvent la dimension imprévisible de l'économie. La valeur constitue, ainsi, le signifiant de la sémiotique économique. Marx propose une distinction entre deux logiques de la valeur. Ou elle est articulée au référent d'une réalité économique singulière, et il s'agit de la *valeur d'usage*, ou elle l'est au référent de la réalité d'un marché et d'une relation à l'autre, et il s'agit de la *valeur d'échange*. La dimension imaginaire de la valeur s'inscrit dans le fétichisme idéologique de la valeur, séparée de la relation à la réalité sous la forme de ce que Jean-Joseph Goux (2000) appelle «frivolité de la valeur» ou de ce que André Orléan (2011) désigne comme «l'empire de la valeur».

La deuxième caractéristique des signes de l'économie est la signification du manque qu'ils expriment. C'est, d'ailleurs, cette emprise du manque qui marque l'articulation de la valeur au réel et sa distinction d'avec l'imaginaire. En effet, ce qui fonde un système sémiotique, c'est l'impossibilité de tout dire ou de tout exprimer. C'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle la fonctionnalité ne suffit pas à comprendre un système politique, mais qu'il y faut toujours une sémiotique, de nature à comprendre et à situer l'inexprimable. C'est aussi la raison pour laquelle l'interprétation est toujours une entreprise complexe, car elle doit aussi rendre compte de ce qui ne peut s'exprimer¹. Dans le champ de l'économie, le manque, l'impossible à exprimer, ce que l'économie exclut comme impensable, est la pauvreté, précarité. Sans doute est-ce cette dimension spécifique du manque dans le champ de l'économie qui va faire du rapport à la propriété la structure fondamentale du champ de l'économie politique. Le manque économique, la limite de l'économie, est la disparition du sujet, qu'il s'agisse de la mort pour le sujet singulier qui peut mourir de privation, ou de la disparition d'un pays, d'une entreprise ou d'un acteur économique, qui peut disparaître. Dans l'économie, le manque ne se manifeste pas seulement par la censure ou l'interdit: il se manifeste par la disparition. Enfin, le manque, dans le domaine de l'économie, désigne le champ de l'imprévisible. Ce qui manque, ce qui sépare fondamentalement le réel du symbolique, dans le domaine économique, c'est le fait que certains événements et certains processus y sont imprévisibles. Après coup, on a pu expliquer la crise de 1929, par exemple, mais, quand elle est survenue, l'économie de l'époque ne l'avait pas prévue.

La troisième caractéristique des signes de l'économie est la forme qu'y revêt l'énonciation, la production des signes. On peut la désigner par le concept d'émission. On énonce un discours, mais on émet un signe économique, ce qui désigne un geste, un acte, une opération. Cette caractéristique de la production du signe économique désigne le fait que la médiation économique du signe et de la communication repose toujours sur un rapport entre un sujet singulier ou un acteur collectif qui émet un signe de façon performative. Dans la communication, l'énonciation se situe toujours seulement dans le symbolique, sauf dans d'assez rares situations performatives, mais, dans le champ de l'économie, l'émission d'un signe est toujours performative, toujours à la fois dans le symbolique et dans le réel, car elle a toujours des incidences dans la réalité de l'espace économique. Émettre un signe économique, c'est, enfin, proposer au monde une

¹ C'est ce que Lacan (1974) exprime en disant: «je dis toujours la vérité, mais pas toute; les mots y manquent. C'est même par là que le langage tient au réel».

articulation particulière entre une réalité et sa valeur, qu'il s'agisse d'émettre une valeur en évaluant un bien ou un fait que l'on soumet à un système d'évaluation, ou d'émettre un signe en introduisant dans le système de l'économie une valeur particulière. Acheter un bien, ce qui est une des premières manifestations de l'activité économique, consiste, ainsi, à émettre une valeur dans le marché, sous la forme d'une certaine quantité de monnaie, pour s'approprier ce bien. L'émission du signe revêt ainsi un caractère performatif, car, en émettant la quantité voulue d'argent, on se rend propriétaire du bien, et l'on transforme ainsi le réel dans lequel il s'inscrivait auparavant.

Enfin, comme tous les signes, le signe économique est arbitraire, mais cet arbitraire a une signification particulière. L'arbitraire du signe, tel qu'il est défini par Saussure, consiste dans la part d'imprévisibilité de son énonciation et dans la liberté de son interprétation. C'est parce que le signe est arbitraire qu'on est libre de l'énoncer ou de l'interpréter comme on l'entend (ou comme l'entend notre inconscient). Mais, dans le champ de l'économie, cet arbitraire ne renvoie pas à une liberté du sujet, mais à la rupture entre le monde et sa transformation. C'est le sens du terme même, *économie*, sur lequel nous devons ici revenir. *Oikos*, en grec, qui est le terme sur lequel est construit le terme "économie", désigne l'espace connu, l'espace familial. Il désignera même "la maison", l'espace privé. *Oikos* désigne un espace où s'exprime l'identité issue d'une filiation commune, d'un même "clan" (en indo-iranien *vis*: Benveniste 1969a: 294; 1969b: 308). Ce terme a la même racine que le latin *vicus*, "le village", d'où est issu *vicinus*, "le voisin". Cela nous rappelle que l'identité singulière se fonde, dans la filiation, sur le rapport au voisin, c'est-à-dire sur le rapport à l'autre, qui, par ailleurs, fonde la spécularité. Dans le cas de l'économie, *oikos* désigne un espace balisé par la vie sociale, et, par conséquent, en grande partie prévisible. La signification de cette distinction entre l'*oikos* et le reste du monde recouvre en partie la distinction classique entre nature et culture, elle-même née d'une réflexion fondamentalement économique. La nature est l'espace dont la naissance nous échappe, l'espace qui naît indépendamment des hommes et des sociétés, et indépendamment du rapport à l'autre. C'est le sens de *natus*, "né" en latin, sur lequel est construit le terme "nature". En revanche, la culture désigne le champ de la vie sociale, de ce qui fait l'objet d'une socialisation, c'est-à-dire d'une transformation et d'une appropriation par les hommes et par les sociétés. Or, *oikos* désigne justement ce qui est de l'ordre de la culture, c'est-à-dire du rapport à ceux qui sont semblables à nous. L'économie consiste à transformer le monde du réel, de la *natura*, en un monde du symbolique et de la société, en un monde du rapport à l'autre que nous reconnaissons et que nous pouvons prévoir.

1. Les signifiants et les codes

Les signifiants de l'économie expriment, au cours des échanges, les valeurs des biens qui circulent et font l'objet de la négociation. Ils manifestent les appartenances des acteurs de la relation à des systèmes

culturels et politiques qui représentent leur identité économique et leur appartenance sociale. Quand les acteurs de l'échange appartiennent au même système économique, sont porteurs de la même identité, la négociation porte sur l'évaluation du bien, et quand ils appartiennent à des systèmes économiques différents, la négociation porte aussi sur la comparaison et le change des signifiants comme les monnaies. Mais, finalement, on se rend compte que les codes et la mise en œuvre des signifiants de l'échange constituent des faits et des systèmes comparables à ceux de l'élaboration et de la confrontation des identités. La mise en œuvre de la négociation et celle de l'échange constituent des médiations économiques de l'identification, car les acteurs qui en sont les partenaires confrontent leurs identités les unes aux autres, et, ce faisant, ils font l'expérience de ces identités et poursuivent le processus ininterrompu de leur construction. Toute négociation, tout échange, constituant une expérience des codes et des signifiants, est un processus identitaire.

Les échanges et les négociations mettent en œuvre quatre types de signifiants, qui se caractérisent tous par la confusion entre expression et évaluation. Les signifiants mis en œuvre au cours des échanges, qui constituent, ainsi, ce que l'on peut appeler la langue de l'économie, consistent tous à la fois dans des expressions de l'identité de leur énonciateur ou de leur usager et dans des modalités de l'évaluation du bien qui fait l'objet de l'échange. En même temps, les signifiants ainsi engagés définissent l'identité du bien échangé, ils lui attribuent une identité particulière d'objet d'échange et de circulation. C'est parce que le bien se voit attribuer un signifiant d'échange qu'il cesse de n'être qu'un bien d'usage et de propriété pour devenir un bien d'échange, de flux et de circulation. On peut donc remarquer que, dans la sémiotique économique, qu'il s'agisse de celle des acteurs engagés ou de celle des biens qui font l'objet de l'échange, le concept même d'identité se fonde sur une relation sémiotique entre le signifiant qui le représente dans l'échange et la matérialité de conception mise en œuvre au cours de son usage social. Une monnaie, par exemple, est à la fois le signifiant de l'évaluation d'un bien au cours d'un échange et le signifiant de l'identité politique (état ou institution) qui l'a conçue, qui l'a émise et qui en régule l'usage et la circulation. C'est la raison pour laquelle la reconnaissance des signifiants et des codes des échanges économiques fait elle-même l'objet de conflits ou de tensions entre les acteurs des échanges et des négociations. Un marché est, ainsi, à la fois un espace d'échange et un espace de confrontation des identités économiques exprimées par les codes des signifiants engagés. Comme tout signifiant, les signifiants des échanges et des flux économiques s'inscrivent dans des systèmes symboliques de représentation et de communication. On peut donner le nom de finance à ce système d'expression des identités économiques. L'activité financière désigne l'ensemble des activités et des processus de négociation mettant en œuvre les signifiants économiques de la valeur.

Les monnaies sont, sans doute, les signifiants d'échange les plus anciens (après les processus de troc) et les plus communs. Une monnaie évalue un

bien dans un système de signification propre à un espace politique particulier et émise à l'initiative d'un pouvoir particulier. Longtemps propres aux états, les monnaies ont fini par acquérir, pour certaines d'entre elles, une dimension internationale. C'est ainsi que l'euro est devenu, en 2002, la monnaie de dix-sept pays de l'Union européenne, après l'ECU (European Current Unit), né en 1979. En utilisant une monnaie, on exprime à la fois l'évaluation d'un bien, la participation à une négociation et l'appartenance à un système politique et culturel. En termes économiques, on remarque que, très tôt dans l'histoire, les monnaies ne sont pas seulement utilisées dans les pays qui les émettent, mais aussi dans des espaces d'échange, dans des marchés de plus en plus étendus à la faveur du développement des transports, des flux de marchandises et de l'internationalisation des échanges. Cette internationalisation de l'usage des monnaies va entraîner, comme la confrontation entre les langues au cours des expériences de traduction, des expériences de confrontation et des conflits au cours des processus que l'on qualifie de change. C'est l'activité de conservation et de capitalisation des monnaies et l'activité de change qui institue le système des banques.

Les signifiants institutionnels sont les signifiants d'échange ne consistant pas dans une matérialité diffusable, mais dans des pouvoirs. Il s'agit, par exemple, d'actions d'entreprises qui donnent des droits de vote et des pouvoirs de participation aux décisions, ou il s'agit de droits de tirage dans des organismes financiers internationaux comme le F.M.I. Ces signifiants de valeur ne sont pas engagés, comme les monnaies, dans des processus d'achat ou de vente de biens, mais ils sont engagés dans des systèmes institutionnels dans lesquels ils expriment l'identité et le statut de celui qui les possède. Comme les monnaies, ces signifiants font l'objet d'une appropriation, d'une conservation et d'une circulation, mais ce qu'ils expriment est davantage un pouvoir ou une identité institutionnelle, un statut, qu'une richesse matérielle. C'est dans le cadre de l'élaboration des formes modernes d'institutions économiques comme les entreprises que les signifiants institutionnels de la valeur sont apparus, donnant lieu, comme les monnaies, à l'existence d'un véritable marché d'échange et de circulation, matérialisé par les Bourses. C'est en raison de cette dimension d'expression des identités économiques que l'on donne à ces signifiants le nom de "valeurs" et que les Bourses s'intitulent, en fait, Bourses des valeurs.

Un type de signifiant est apparu à la fin du XIX^{ème} siècle²: il s'agit de l'évaluation des agences spécialisées, dites "agences de notation". Il s'agit d'un système de signifiants car il articule l'identité des acteurs à l'expression d'une valeur qui exprime l'évaluation de leur activité économique, de leur statut dans l'espace public des échanges, de leur légitimité et de leur activité institutionnelle dans les logiques du marché et de l'activité financière – en particulier dans le champ de l'internationalisation de l'activité économique.

² L'agence Poor naît à la fin du XIX^{ème} siècle, l'agence Moody en 1909 (elle inaugure la notation par lettres), et l'agence Fitch en 1913 ("Le Monde", 08-07-2011 et "Le Monde", 19-08-2011).

Ces valeurs expriment les identités des acteurs dans leur confrontation les uns aux autres, dans l'espace public de la négociation et de l'échange. Les systèmes de notation ont manifesté une importance et un pouvoir particulièrement intenses lors des crises financières internationales survenues dans les années 2010, notamment autour de la question de l'endettement des états.

Enfin, il existe des signifiants propres à des pratiques institutionnelles particulières comme les bourses ou les médias économiques. Tout espace public d'échange et d'activité économique dispose d'un système de signifiant propre au type d'échange qui y est mis en œuvre et au système culturel d'identité des acteurs engagés. C'est ainsi que l'on peut citer deux exemples de ces signifiants institutionnels économiques particuliers. Le domaine des matières premières agricoles ou industrielles dispose de systèmes d'évaluation qui articulent étroitement les valeurs d'usage et les valeurs d'échange aux normes de pratiques sociales en cours. Les sources d'énergie se sont vues reconnaître des usages particuliers dans le domaine de l'énergie, et c'est ainsi que sont apparues des unités particulières de valeur comme la "tonne d'équivalent pétrole", destinée à exprimer dans un système commun l'ensemble des valeurs de l'énergie dont disposent les acteurs sociaux³, à partir du moment où l'énergie est devenue l'enjeu d'une économie particulière.

2. La valeur comme sémiotique propre de l'économie

On se rend ainsi compte du fait que c'est la valeur qui définit un système sémiotique propre à l'économie, commun à tous ces modes d'expression. La valeur désigne la relation économique de la signification, en désignant une relation entre quatre instances : les deux partenaires de la relation d'échange économique, le bien évalué, qui constitue la référence de la valeur, et le signifiant, c'est-à-dire l'expression de la valeur dans une monnaie ou un système sémiotique quelconque d'expression.

Le dispositif complexe de la valeur peut s'articuler de la façon suivante.

Entre les deux partenaires de l'échange qui mettent en œuvre le système de la valeur, s'institue une relation comparable à la relation d'identification ou de spécularité qui lie les deux partenaires d'une relation de communication. Cette relation peut s'appeler relation de confiance, ou d'adhésion : il s'agit de la relation qui rend possible l'échange en inscrivant la

³ Un tonnage déterminé d'un combustible donné dégage, en brûlant, un certain nombre de calories. Cette même quantité de chaleur peut être obtenue par la combustion d'une certaine quantité de pétrole et s'exprime alors en tonnes d'équivalent pétrole (Tep). Cette notion est surtout utilisée lorsque l'on fait des comparaisons de consommation de combustibles différents ou pour dresser des statistiques de consommation ou de production d'énergie. On peut ainsi tout ramener à un combustible unique et dont l'usage est plus parlant à l'imagination. La valeur de la tonne d'équivalent pétrole ne fait l'objet d'aucune normalisation : ce n'est pas une unité de mesure, seulement une grandeur d'emploi commode dans certains cas. Sa valeur, telle qu'elle est généralement admise, est de 11 000 kilocalories (*Encyclopædia universalis* 2012).

relation économique dans une relation sociale de communication. C'est cette relation entre les deux partenaires de l'échange qui va fonder le marché institué comme espace économique de médiation. En particulier, la relation entre les deux acteurs va consister dans le choix d'une unité d'évaluation qui leur soit commune. Sur la base de cette relation, l'acteur qui est à l'origine de la relation va mettre en œuvre la demande. En effet, il va engager la dépense, c'est-à-dire mettre en œuvre un signifiant énoncé dans le système commun aux deux partenaires de l'échange, au cours d'un processus que l'on peut désigner comme l'émission du signifiant (en particulier de la monnaie utilisée et de son montant). Dans cette relation intersubjective, qui est une négociation entre deux acteurs, l'autre acteur va mettre en œuvre l'offre, c'est-à-dire proposer à l'autre de lui vendre (ou, dans certains cas, de lui donner, de lui louer...) le bien qui fait l'objet de la transaction. Cette dialectique entre l'offre et la demande représente, sur le plan économique, le processus de l'énonciation que l'on connaît dans la relation de communication. Cette négociation entre les deux acteurs de la relation, exprimée dans le système de valeur qui leur est commun, va évaluer un bien qui constitue la référence, l'objet, de la transaction ou de la négociation. En termes sémiotiques, la valeur est, ainsi, finalement, le signifiant de la relation, et, comme tout signifiant, elle fonde son statut et son importance sur une relation métonymique au manque. Si le signifiant fait, ainsi, l'objet d'une reconnaissance par les deux partenaires de l'échange, c'est qu'il exprime un manque qui leur est commun. C'est la relation entre manque et possession, entre manque et richesse, qui définit l'économie comme un système sémiotique, comme un système de signifiant. En effet, le manque fonde le statut sémiotique de la relation économique et du marché, en exprimant le désir des deux partenaires de l'échange, qui les engage dans la relation.

Mais, bien sûr, cette relation économique ne met pas seulement deux acteurs de l'échange en présence l'un de l'autre. L'échange s'inscrit dans un système social, et la relation économique est une médiation, car elle s'inscrit dans un système politique d'articulation entre une dimension singulière et une dimension collective. La médiation se fonde sur la relation entre l'acteur de la négociation et un destinataire, c'est-à-dire une institution qui lui donne sa légitimité et valide l'échange en cours en exprimant sa conformité à un système politique de lois et de normes. De la même façon, le signifiant de la relation, l'expression de la valeur dans un système monétaire ou un système de valeurs commun aux partenaires de l'échange, est articulée à une conception sociale de la référence qui inscrit le bien faisant l'objet de la négociation dans un paradigme, dans un ensemble de biens comparables faisant l'objet d'une évaluation et d'une mesure communes à tous ceux qui appartiennent au même *oikos*, au même système économique et politique. On peut donner le nom latin de *fœdus*, de convention, à la relation de conformité de la référence de la dimension individuelle, intersubjective, de la relation à la référence de la dimension collective de l'appartenance.

Le système de la communication intersubjective (Lamizet 1992: 18) est articulé autour de la vérité, qui désigne une relation entre le manque, c'est-à-dire, en l'occurrence, étant donné l'impossibilité de tout dire, le signifiant qui manque, et la science, c'est-à-dire l'ensemble des connaissances socialement reconnues et communes aux deux sujets de l'échange. Le système de la communication médiatée (Lamizet 1992: 183) est articulé autour du politique, qui désigne une relation entre la médiation, qui désigne la légitimation de l'énonciateur par le destinataire, par le système politique ou le pouvoir auquel il adhère, et le *foedus*, qui désigne la convention fondant la légitimité de l'usage du signifiant et de sa relation à une référence inscrite dans la culture légitime commune. Sans doute peut-on construire la sémiotique de l'économie autour d'une relation comparable entre l'usage, qui constitue la norme de ce que l'on peut appeler l'économie intersubjective, inscrite dans l'espace singulier de *l'oikos*, et l'échange, qui constitue la norme de ce que l'on peut appeler l'économie médiatée, inscrite dans l'espace du marché. Cette relation entre l'usage et l'échange désigne la relation d'identité, c'est-à-dire, précisément le lieu de la valeur. La valeur occupe la place que l'identité occupe dans le système de la communication et de la médiation; surtout, la valeur représente la place de l'identité dans la sémiotique de l'économie. En effet, d'une part, le paradigme de la valeur articule la relation entre l'usage et l'échange, qui désigne, elle-même, ce qui fonde l'inscription du sujet et de l'acteur dans les dispositifs de la relation économique, et, d'autre part, le concept de valeur désigne, dans l'économie, la place de l'identité. En effet, la notion de valeur désigne, dans le champ de l'économie, l'identité d'un objet d'échange ou de transaction, et la conception de la valeur désigne l'identité des sujets qui sont les partenaires de la négociation ou de la transaction. Si la valeur fonde la sémiotique de l'économie, c'est que l'économie est un système de médiation articulé autour d'elle. L'institution de l'économie est un processus qui engage une dialectique avec l'institution de la valeur. Il y a économie à partir du moment où il y a valeur.

Il nous reste à définir l'espace politique dans lequel se mettent en œuvre ces dispositifs et ces relations. Il s'agit de l'espace désigné dans la culture grecque par le terme *agora*, et dans la culture latine par le terme *forum*, et dans notre culture contemporaine par le terme *marché*, qui, d'ailleurs, traduit *agora* et *forum*. Ce terme désigne fondamentalement ce qui est en-dehors, autrement dit l'espace extérieur au sujet de la communication et de la négociation, dans lequel s'instaure la dialectique entre l'offre et la demande, autour des deux partenaires de l'échange et de l'objet sur lequel il porte. Dans l'évolution politique contemporaine de l'économie, cet espace du marché s'est vu peu à peu reconnaître une conception libérale, qui identifie le marché avec la concurrence libre entre les acteurs économiques. Mais une sémiotique politique de l'économie peut faire apparaître d'autres conceptions du marché, de l'espace de l'échange et de la transaction, en se fondant, par exemple, sur des marchés régulés par les états ou par les institutions, ou en se fondant sur des marchés ou sur des économies

“parallèles”, fondées sur des valeurs différentes de celles du commerce libéral.

Dans cet espace de l'*agora*, dans cet espace du marché, valoir occupe la même place que signifier dans l'espace de la communication et des échanges symboliques. La valeur représente, dans le champ de l'économie, dans l'*agora* ou le marché, l'équivalent de la relation de signifiante dans l'espace de la communication et des échanges symboliques. Dans ces conditions, ce qui n'a pas de valeur correspond, dans ce champ de l'économie, à ce qui n'a pas de sens dans le champ de la sémiotique, des logiques de représentation et de signifiante et dans l'espace des échanges de communication. L'espace du marché ou celui de l'*agora* représente ainsi, fondamentalement, un espace de communication et d'échanges dans lequel les acteurs sociaux élaborent les représentations qu'ils vont s'échanger, donnant, ainsi, lieu à la construction et à la mise en œuvre de toute une économie, c'est-à-dire de tout un système d'échanges et de représentations.

La valeur constitue le champ qui donne son caractère sémiotique à cet espace du marché ou de l'échange en y instituant une logique de la représentation du monde. Finalement, la valeur n'est pas autre chose que le mode d'expression ou de représentation des objets, des richesses ou des pauvretés du monde dans la médiation entre un espace public, celui des échanges et du marché, et un espace privé, celui des usages et des pratiques des biens et des valeurs. La valeur articule, dans ces conditions, ce que le latin désigne par l'*otium*, qui est le champ des usages, et ce qu'il désigne par le *negotium*, le champ des échanges. Mais, fondamentalement, on peut remarquer que la culture latine fonde le concept de négociation, à partir du terme *negotium*, sur une forme de dénégation de la logique de l'*otium*, qui, finalement, désigne le champ des usages et des pratiques non structurés par des impératifs sociaux et non déterminés ou contraints par des lois et des dispositifs institutionnels. Ce qui n'a pas de valeur, dans cette logique, c'est ce qui n'a pas de sens.

3. Les signes de la production et de la transformation: le travail

L'identité économique du travail est complexe, et engage plusieurs instances qu'il convient d'articuler l'une à l'autre et dont il convient de formuler la signification, elle-même complexe, dans le champ particulier de la sémiotique de l'économie. C'est qu'en effet, le travail est une identité économique complexe qui désigne plusieurs processus, et, par conséquent, plusieurs acteurs et plusieurs logiques de signification et de représentation.

La première signification de la notion de travail et la première logique de signes qu'elle implique est celle de production de valeur liée à une transformation du monde. Le travail est la mise en évidence de la confrontation de la société au réel de la nature et, par conséquent, à la dimension en partie imprévisible des processus naturels. Le travail, dans cette première dimension, définit l'économie comme l'expression d'une confrontation des sociétés au réel du monde qu'il s'agit de maîtriser. Le

travail inscrit, en ce sens, l'économie dans une logique de puissance. Dans la problématique de la transformation du monde, l'économie manifeste le désir d'un pouvoir et sa mise en œuvre dans les systèmes sociaux. Cette confrontation fera, d'ailleurs, l'objet de tout un ensemble de représentations imaginaires sociales dans les mythes de la transformation du monde – à commencer par le mythe prométhéen de l'appropriation du feu et par tous les mythes, comme ceux des “travaux” d'Hercule, qui expriment la façon dont le travail assure une supériorité des sociétés humaines sur la nature.

De nombreuses cultures ont connu, à de nombreuses époques, de multiples systèmes sémiotiques d'expression de la domination sociale de la nature et des transformations de la nature par les sociétés. On peut, en particulier, citer l'organisation institutionnelle et politique de l'artisanat dans les villes du Moyen Âge et, surtout, les logiques d'organisation et de régulation du travail fondées sur la reconnaissance de l'identité des acteurs du travail, à partir de l'industrialisation du XIX^{ème} siècle, qui se prolongeront par les crises liées à la désindustrialisation du monde occidental à partir de la fin du vingtième siècle.

C'est, par ailleurs, dans cette logique de la sémiotique économique du travail que s'inscrivent tous les débats contemporains sur l'énergie, en particulier sur trois plans.

D'abord, c'est dans cette logique sémiotique du travail et de la transformation que la confrontation entre les pays industriels et les pays exportateurs de pétrole va prendre toute sa signification à la fois politique et économique. Les “chocs pétroliers” qui rythment la deuxième moitié du vingtième siècle à partir des années 1970 et de la confrontation liée aux crises et aux guerres du Proche-Orient et de Palestine vont manifester cette confrontation en faisant apparaître, par la logique du manque, la place de l'énergie dans les systèmes de transformation et d'industrialisation du monde. A cet égard, d'ailleurs, les récents événements liés à la fermeture de la raffinerie de Petroplus en Seine-Maritime (Cf. “Le Monde”, 20-01-2012) et les confrontations entre les partis conservateurs et les partis écologistes autour de la mutation des logiques de l'énergie montrent que le débat sur le pétrole est un débat toujours ouvert et un champ toujours actif d'élaboration des identités et des engagements de la politique économique.

Par ailleurs, le débat public sur l'énergie a acquis une importance politique particulière sur le plan économique, car il s'accompagne d'un débat sur les mutations et les transformations des modèles et des logiques de l'industrie et de la transformation du monde. La confrontation des représentations symboliques de l'industrie au réel de la nécessité de l'énergie et de sa raréfaction a engagé un autre débat, plus approfondi, sur les orientations et les logiques de l'industrie et du travail. Cela montre que l'énergie ne saurait se réduire à une dimension fonctionnelle et instrumentale, mais qu'elle joue un rôle majeur dans l'élaboration des modèles et des conceptions du travail et de la transformation du monde. On peut, en particulier, citer les débats en cours sur les usages de l'énergie par l'agriculture et sur l'incidence de ce débat sur les orientations des

conceptions de l'agriculture. On peut citer, en particulier le débat sur le rôle de l'eau comme énergie agricole et sur les orientations des usages de l'eau dans le domaine de l'agriculture (*Ibidem*).

Enfin, le débat sur l'énergie et sur ses usages dans les transformations du monde par le travail joue un rôle majeur dans l'économie politique de la ville et de l'aménagement de l'espace urbain. La construction des usines et les dégradations des espaces des périphéries urbaines, mais aussi la pollution environnementale et paysagère entraînée par ces aménagements ont entraîné une recomposition de l'économie urbaine, en particulier sur le plan des valeurs de l'immobilier et sur la reconnaissance du rôle des périphéries dans l'économie des villes et dans la croissance urbaine. En même temps, sans doute cette reconnaissance du rôle des périphéries dans la croissance de l'économie des villes s'est-elle aussi inscrite dans une recomposition plus profonde de la réflexion sur la contradiction entre les impératifs industriels de l'aménagement de l'espace et les impératifs de la vie quotidienne dans les villes. Cela a, sans doute, entraîné une reconnaissance plus approfondie du rôle de l'écologie et de l'environnement dans l'économie.

Mais, bien sûr, c'est sur le rôle des acteurs du travail et sur la reconnaissance de leur identité politique que la sémiotique politique du travail joue un rôle majeur dans la sémiotique de l'économie. La reconnaissance de la spécificité du rôle du travail dans l'économie a connu plusieurs étapes dans l'histoire, mais il faut bien comprendre que, comme toujours dans le cas des identités politiques, ce sont les conflits et les tensions qui ont structuré les processus de reconnaissance et de construction de ces identités. Dans l'Antiquité grecque et latine, le rôle des acteurs n'est pas reconnu, puisqu'ils ont un statut d'esclaves, ce qui signifie une absence de reconnaissance de statut politique et de pouvoir institutionnel. Le Moyen Âge est, sans doute, en Europe, le moment d'une reconnaissance du rôle de l'agriculture et celui de l'artisanat dans le travail de la transformation du monde. Cela se manifeste, en particulier, dans le cas de l'artisanat, dans les logiques de l'aménagement des villes, et, dans le cas de l'agriculture, dans le rôle des saisons dans la construction d'une temporalité sociale et dans le rôle de l'agriculture dans les foires et les marchés et dans l'élaboration d'une économie commerciale plus active. Plus tard, ce sont les mutations de l'industrie qui, au dix-huitième siècle, et, plus encore, bien sûr, au dix-neuvième siècle, qui vont entraîner des mutations profondes des modèles de rationalité de la signification de l'économie.

En effet, les mutations de la signification et des représentations de l'énergie vont s'articuler à la reconnaissance de l'identité politique de la classe ouvrière en cours de constitution. L'importance de la reconnaissance des ouvriers dans le travail et la transformation du monde va se manifester, d'abord, dans la naissance de l'espace urbain. La sémiotique du travail va avoir une expression considérable dans l'aménagement des villes, comme on peut le voir, par exemple, au dix-neuvième siècle dans une ville comme Lyon, mais aussi, plus récemment, dans la naissance de la banlieue comme espace d'aménagement urbain (ou de non-aménagement, d'ailleurs) mais aussi

comme espace de mobilisation politique et de manifestation des engagements des identités politiques. À l'inverse, la désindustrialisation de la fin du vingtième siècle va s'inscrire dans l'espace sous la forme de la naissance des "friches industrielles" qui vont ou devenir de véritables friches, c'est-à-dire des quartiers périphériques abandonnés ou faire l'objet de transformation en quartiers de formes renouvelées d'habitation ou en quartiers d'implantation de nouvelles activités économiques dans une mutation approfondie des formes du travail. Mais la reconnaissance de l'identité ouvrière va se manifester dans le champ des identités politiques par la syndicalisation et par la dynamique de la lutte des classes, qui va faire de l'économie le champ d'une sémiotique conflictuelle d'institutions et d'acteurs politiques. De la même manière que dans le domaine de l'espace, la désindustrialisation de la fin du vingtième siècle dans les pays occidentaux va engager une crise des identités professionnelles manifestée par la montée du chômage et la mutation des identités et des qualifications professionnelles.

4. Les signes de la consommation: les prix

Les prix sont les signes qui expriment la valeur des produits faisant l'objet d'une diffusion et d'une circulation dans l'espace public pour y être consommés, c'est-à-dire pour y constituer les éléments de pratiques sociales. «Forme transformée où apparaît la valeur d'échange des marchandises au sein du procès de circulation» (Marx 1965: 319), le prix est ainsi une forme signifiante inscrite dans un processus de sémiotisation des biens faisant l'objet de l'échange dans l'espace public du marché et de l'économie. Il s'agit d'une forme, c'est-à-dire d'un signe, engagé dans une logique de signification, qui donne à l'évaluation le caractère sémiotique d'une interprétation. Si la consommation s'inscrit dans une sémiotique, si l'on interprète les pratiques de consommation et l'identité, ou le statut des objets sur lesquels elles portent, c'est que ces pratiques sont scandées et structurées par des prix qui constituent ce que l'on peut appeler l'identité sémiotique économique des produits qui en sont porteurs. De la même manière, c'est selon les prix des produits et des objets qu'ils consomment dans leurs pratiques sociales que l'on peut évaluer les pratiques sociales des acteurs qui les mettent en œuvre, et, en ce sens, les prix représentent, comme des signifiants, l'identité sémiotique économique des acteurs de la consommation.

Sans doute même est-ce à partir du moment où elle est scandée et jalonnée par des prix que la consommation se voit reconnaître le statut d'une pratique sociale faisant l'objet d'une sémiotique économique. Un ensemble de prix représente une forme de grammaire économique des pratiques sociales en instaurant un double système de normes et de valeurs.

D'abord, il s'agit d'exprimer les valeurs d'échange des biens circulant dans le marché et faisant l'objet d'une évaluation. Cette évaluation exprime la valeur à laquelle est consentie la vente du bien. Le prix est un signifiant, soumis, dans ces conditions, à la dialectique constitutive du marché, entre

les deux logiques qui se confrontent l'une à l'autre: l'offre, c'est-à-dire la mise des biens à la disposition des acteurs sociaux, et la demande, c'est-à-dire l'expression par les acteurs sociaux d'un désir les poussant à chercher à acquérir les biens proposés. En exprimant la relation entre ces deux modes de relation aux biens, les prix se voient reconnaître par les acteurs sociaux un statut de signes, puisqu'ils constituent un système de représentation. Les prix manifestent ce que représentent les biens pour ceux qui les offrent ou pour ceux qui les demandent, et la distance entre ces deux espaces sociaux, celui de l'offre et celui de la demande, représente, finalement une distance comparable à la distance qui sépare deux langues lors de l'expérience de la traduction.

Le principe même de la valeur d'échange est lié, selon les économistes classiques du XIX^{ème} siècle au travail mis en œuvre pour produire le bien: «La valeur d'échange des marchandises » n'est, écrit Marx, « rien d'autre que le rapport mutuel des travaux individuels, égaux et généraux, rien d'autre que l'expression matérielle d'une forme de travail spécifiquement sociale» (Marx 1965: 286). En exprimant la valeur d'échange, les prix constituent des signifiants exprimant le statut social des biens dans l'espace public du marché. Ce statut articule les biens à un processus sémiotique comparable à celui de l'énonciation. En effet, le signifiant, le prix, articule une référence qui est de l'ordre de la réalité sociale – le bien échangé, avec son rôle dans la société et l'identité qu'il se voit reconnaître par les acteurs sociaux – à deux sujets qui sont les partenaires de l'échange. Ces deux sujets sont l'énonciateur qui fixe le prix et, son partenaire, l'autre, qui va, à son tour, énoncer une valeur du bien, soit qu'il accepte celle qui lui est proposée, soit qu'il en propose une autre. Le prix a donc à la fois une dimension sémiotique, puisque, comme tout signe, il repose sur une convention entre deux sujets, et une dimension imaginaire, puisqu'il manifeste ce que Marx appelle le «fétichisme de la marchandise», cette connotation imaginaire exprimant, indépendamment de son usage, le statut social du bien dans l'espace public.

Mais comme tout signifiant, les prix finissent par donner aux biens échangés une identité propre, indépendante de leur fonctionnalité ou de l'identité des acteurs qui se les échangent et les font circuler dans l'espace public. Cette identité propre, élaborée dans l'imaginaire social, consiste, selon Marx, dans une logique analogique aux logiques religieuses, et il la situe dans la problématique du fétichisme, c'est-à-dire dans une logique attachant une force particulière ou une capacité particulière d'expression identitaire.

La forme valeur et le rapport de valeur des produits du travail n'ont absolument rien à faire avec leur nature physique. C'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles. Pour trouver une analogie à ce phénomène, il faut la chercher dans la région nuageuse du monde religieux. Là, les produits du cerveau humain ont l'aspect d'êtres indépendants, doués de corps particuliers, en communication avec les hommes et entre eux. C'est ce qu'on peut nommer le fétichisme attaché aux produits

du travail, dès qu'ils se présentent comme des marchandises, fétichisme inséparable de ce mode de production. (Marx 1965: 606)

La référence de Marx au "fétichisme" vient nous rappeler qu'il écrit à un moment de l'histoire où l'économie rencontre les sciences sociales naissantes, à un moment où, dans le cours du processus de la colonisation, les pays européens découvrent d'autres cultures et d'autres pratiques sociales. Mais ce moment de l'histoire des idées et des cultures s'inscrit aussi au moment où la psychiatrie commence à se développer et annonce ainsi la montée des réflexions sur cette dynamique propre que Freud, peu après, nommera "l'inconscient".

La consommation, c'est-à-dire l'usage des biens par les sujets sociaux, inscrit dans une dialectique de sémiotique économique articulant une dynamique de l'offre et une dynamique de la demande, met en œuvre la médiation économique. Il s'agit d'une relation, elle-même dialectique, entre le singulier et le collectif. Les identités collectives désignent des usages, des normes et des lois articulant des pratiques collectives. Les identités singulières désignent des sujets, articulant ces normes collectives aux désirs dont ils sont porteurs, qui manifestent la dynamique de leur psychisme et la dimension subjective des pratiques sociales.

5. Les signes de l'accumulation: les capitaux

Les capitaux ne sont pas des signes de consommation, mais des signes d'appartenance. Les capitaux peuvent se définir, dans l'économie libérale, comme les expressions financières de l'identité économique. Les identités politiques expriment des médiations institutionnelles d'appartenance entre des logiques singulières d'adhésion et de pouvoir et des logiques collectives de pratiques sociales, de normes et d'imaginaire partagé. Dans ce champ, les capitaux constituent des modes spécifiques d'expression des identités, fondés sur la propriété de biens. Le capital est un ensemble de biens, exprimé en monnaie mais aussi en biens matériels (les biens immobiliers et l'équipement constituent par exemple une part importante du capital d'une entreprise ou d'une institution), qui manifeste dans l'espace public l'identité sociale et politique d'une entreprise ou d'un acteur social. En termes sémiotiques, le capital est ainsi un signifiant manifestant une identité, qu'il signifie sur le plan financier. Cela implique que, comme tout signifiant d'identité, le capital repose sur une réalité qui en constitue la référence et sur la représentation qui circule de lui dans l'espace public, sur l'image de lui. En ce sens, le capital n'est pas seulement une entité matérialisée par des biens, mais aussi l'expression à la fois symbolique et imaginaire d'une identité dans l'espace public.

Un capital représente une identité. C'est le sens étymologique du terme, issu du latin *caput, capitis*, "la tête", et, au-delà, la personne. Le capital est l'image de soi dont un acteur social fait l'objet dans l'espace public, et, en particulier, dans l'espace du marché. Il s'agit donc à la fois de ses capacités et

de son aptitude à agir et à intervenir dans l'espace public, et des biens dont il peut disposer, de l'accumulation de biens qu'il a pu mettre en œuvre, à travers des acquisitions et des appropriations, à travers de transmissions et d'héritages, ou encore à travers les opérations financières qu'il a pu mettre en œuvre au cours de son existence. En ce sens, le capital est une articulation de l'identité économique entre le temps court, qui est le moment de son évaluation ou de son appréciation par les autres acteurs du marché, et le temps long du passé dont il constitue une forme d'aboutissement. L'une des premières significations du concept de capital, en sémiotique économique, est, ainsi, l'articulation du temps court et du temps long, de l'espace public et de la mémoire.

Cette expression est le signe d'une accumulation de biens. En ce sens, il s'agit d'une sémiotique fondée moins sur la circulation et sur l'échange que sur l'appropriation continue de biens par un acteur social. Le capital n'est pas destiné à circuler et à s'inscrire dans des logiques de diffusion ou d'échange, mais il est destiné à représenter une identité économique sous la forme d'une certaine quantité, évaluable et mesurable, de biens immobilisés. Un capital accumule, en particulier, trois types de biens. D'abord, il peut s'agir d'un patrimoine, c'est-à-dire d'un ensemble de biens possédés par une personne ou un acteur social faisant l'objet d'une transmission dans le temps long sous la forme d'un héritage. On peut parler, en ce sens, aussi bien du capital possédé par une personne ou une famille ou du capital culturel détenu par un pays ou une région. Faisant l'objet d'une transmission dans l'histoire, le patrimoine exprime le temps long d'une identité. Un capital peut aussi prendre la forme d'un ensemble d'investissements, c'est-à-dire d'un ensemble de biens détenus par un acteur social dans le capital d'un autre acteur social. L'investissement donne ainsi une forme de pouvoir sur l'entreprise ou l'acteur social dont on détient une part du capital, car les biens investis suscitent la reconnaissance d'un pouvoir. Mais l'investissement a une autre signification : dans le futur. En effet, un acteur social qui investit dans le capital d'un autre attend de cet investissement un certain profit. De la même manière qu'un prêt est souvent consenti moyennant un intérêt destiné à rémunérer ou à compenser l'immobilisation des biens qu'il entraîne, un investissement rapporte à l'investisseur un certain intérêt qui rémunère financière cet engagement financier. Enfin, le capital peut être un capital social, c'est-à-dire un ensemble de ressources ou de moyens dont peut disposer un acteur économique pour la mise en œuvre de son activité. Il peut s'agir d'un réseau de relations et d'acteurs sociaux favorisant son activité, en particulier en facilitant son déploiement dans l'espace. Il peut s'agir d'un capital immatériel d'informations et de savoirs permettant, facilitant ou enrichissant l'activité. C'est ainsi, en particulier, qu'un savoir-faire ou une compétence technique ou une expertise constitue un capital social important dans certaines entreprises.

De multiples conceptions du capital ont suscité un débat public et une confrontation entre différentes conceptions de l'économie. Si l'émergence d'un capitalisme marchand et bancaire, au seizième siècle, marque la

naissance d'une économie de réseaux et d'activités commerciales, l'industrialisation a été caractérisée par la recomposition du capitalisme, davantage tourné vers l'articulation des investissements technologiques et industriels et des acteurs financiers (banques et assurances). Le capitalisme familial, qui fut dominant dans les débuts de l'histoire du capitalisme industriel, repose sur une conception du capital qui exprime une culture familiale, une identité familiale manifestée par la fermeture d'un réseau de transmission des biens sur une famille ou une filiation. Certaines formes d'intéressement des salariés au capital de leur entreprise ont pu exprimer un projet politique d'ouverture du capital à des acteurs du travail. On peut, enfin, opposer un capitalisme d'investissement, qui repose sur une inscription du capital et de son rendement dans le temps long, et sur une participation du capital à l'expression de l'identité de l'entreprise, en particulier sous la forme d'investissement en termes de compétences, de savoirs et de technologies, à un capitalisme actionnarial, réduit à la participation au capital des entreprises d'acteurs strictement financiers, en particulier de fonds de pension. On peut, ainsi, se rendre compte que, quelle que soit sa forme, le capital constitue toujours l'expression économique d'un pouvoir. Le capital articule toujours l'accumulation de biens et l'exercice d'un pouvoir, ce qui donne ainsi une dimension pleinement politique à la sémiotique de l'économie. C'est cette logique d'un pouvoir dominé par le capital qui rend nécessaire l'engagement d'un débat politique sur les orientations et les significations de l'économie, car, en bonne logique démocratique, à un pouvoir devrait correspondre des contre-pouvoirs. «La primauté du politique sur le terrain de l'évaluation globale », dit Orléan dans l'entretien avec F. Joignot ("Le Monde", 21-01-2012), « se trouve battue en brèche par la finance. C'est une situation inédite, qui met en danger la vie démocratique».

Quelle qu'en soit la forme, le capital manifeste ainsi toujours une forme de mémoire, qui peut prendre la forme de capacité de financements, de ressources intellectuelles ou de ressources d'information, ou encore de participation à l'activité d'autres acteurs sociaux ou économiques. Dans le même temps, le pouvoir manifesté par la disposition du capital articule cette mémoire à l'engagement de projets et à la prévention de risques qui s'inscrivent, eux, dans l'imaginaire économique du futur. En ce sens, la logique de l'accumulation formulée par le capital manifeste une conception de l'identité économique pleinement inscrite dans le temps. C'est la relation du capital au pouvoir qui met en question le caractère démocratique de l'économie et son caractère politique. Mais c'est déjà le problème au dix-neuvième siècle. En proposant une critique de l'économie politique, Marx pointe déjà la danger d'une économie confondue avec un pouvoir, d'une économie faisant exercer par des acteurs financiers des pouvoirs politiques sur l'évolution des sociétés sans qu'existe de contre-pouvoirs. À cet égard, la crise de la dette publique manifeste, dans les années 2010, en particulier, mais pas seulement, dans un pays comme la Grèce, le conflit entre pouvoirs

financiers et pouvoirs politiques sur l'identité économique manifestée par le capital.

L'identité économique réduite à son expression par le capital se réduit à une logique d'accumulation, sans s'inscrire dans un rapport dynamique à l'autre (échange, communication, confrontation). Par ailleurs, cette approche est une approche qui réduit la pensée économique à une conception quantitative de l'économie. En limitant l'identité économique à l'accumulation, la logique du capitalisme réduit ce que l'on peut appeler l'engagement économique à la recherche du profit, sans intégrer à cet engagement la relation à l'autre, qui n'est finalement présent que s'il a une certaine fonction, une utilité dans la stratégie d'accumulation du profit. En ce sens, une telle approche de l'économie fait de la valeur et des signes de l'économie les seules manifestations d'une certaine mesure de l'accumulation, sans leur donner de rôle dans une conception de l'économie fondée sur la médiation et sur l'échange. Sans doute est-ce pourquoi il est temps de repenser l'économie. En effet, comme le remarque Orléan,

les marchés financiers sont très différents des marchés de biens. Ceux-ci traitent de marchandises réelles, ayant une utilité que les consommateurs peuvent juger, alors que les marchés financiers reposent sur des paris subjectifs, spéculatifs. Ce sont des marchés de promesses. On y vend et achète des anticipations. Leur logique est d'une nature mimétique : chaque investisseur se positionne en fonction de ce que les autres vont faire. Ils ressemblent fortement à ces médias qui cherchent à découvrir non les informations importantes mais celles susceptibles d'être appréciées par le public. (*Ibidem*)

La conception dominante des marchés, espaces publics d'expression, de diffusion et de confrontation des identités économiques, les réduit à n'être que des marchés financiers, sans être des espaces de mise en œuvre d'identités économiques réelles. C'est ainsi, par exemple, qu'aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, les fonds de pension ont fini par détenir des parts importantes du financement de grandes entreprises sans intervenir dans l'activité de ces entreprises, et en réduisant leur rôle de financeurs à la recherche d'une accumulation immédiate de profit. En ce sens, le désir, qui engage le sujet dans une expression dynamique de son identité, se réduit au désir imaginaire d'une accumulation infinie, au lieu de s'engager dans la mise en œuvre d'une pratiques sociale fondée sur la relation à l'autre et sur la permanence d'une dialectique entre le temps long et le temps court. Ce que Goux nomme "frivolité de la valeur", c'est cette réduction de la valeur à l'imaginaire du profit présent et de l'accumulation sans limite:

Ce n'est plus l'usine et la magasin qui constituent le point de référence, c'est la Bourse, modèle de concurrence pure et parfaite, avec ses équilibres instantanés entre l'offre et la demande, ce concours toujours remis en cause de subjectivités qui ne s'accordent entre elles que le temps bref d'un échange, sur la fiction momentanée d'une valeur, sans engagement ultérieur ni mémoire. (Goux 2000: 10)

C'est en ce sens qu'il est temps de repenser une sémiotique de l'économie en donnant à ses signes le rôle d'une expression dynamique des identités qui la jalonnent de points de repères et de parcours d'engagements politiques et institutionnels.

6. Sémiotique critique de l'économie politique

Comme dans tous les domaines de la médiation, l'économie devient pleinement politique quand elle articule de façon dialectique une dimension singulière de désir et d'identification symbolique à l'autre et une dimension collective d'appartenance et de sociabilité et de conflit avec les autres. C'est fondamentalement une logique conflictuelle qui permet de penser une sémiotique de l'économie politique de nature à penser l'expression et l'interprétation des significations politiques de l'économie. Pour penser une signification politique complexe de l'économie, il est, sans doute, nécessaire de commencer par identifier des antagonismes de concepts et de problématiques et des confrontations d'acteurs qui structurent le champ selon des logiques conflictuelles d'identités.

On peut désigner trois exemples, dans l'histoire de l'économie, trois cas qui fournissent des exemples de cette sémiotique politique conflictuelle de l'économie, dont les expressions s'inscrivent, sans doute, dans des logiques inconscientes de l'économie politique, mais permettent une compréhension et une interprétation de la complexité des faits économiques d'expérience et de visibilité. Comme c'est le cas de l'ensemble des identités, les identités économiques fondent leur signification et leur rationalité sémiotique sur le rapport à l'espace et sur les modalités différentes de leur inscription et de leur visibilité dans l'espace.

Le premier est, sans doute, la contradiction entre nomadisme et sédentarité, qui permet de penser la signification politique de la relation entre les activités de production et les activités de diffusion et d'échange. Sans doute est-ce dans cette problématique que l'on peut comprendre également la signification économique de la différence et de l'opposition entre espaces ruraux et espaces urbains. Fondamentalement, c'est la référence de la valeur qui fournit une signification économique à cette conflictualité. En effet, la sémiotique de l'économie politique va proposer une différence essentielle entre deux logiques de valeur. La première est fondée sur la production, et, au-delà, sur l'usage, à la fois sur le plan réel, sur le plan symbolique et sur le plan imaginaire. L'usage réel est l'instrumentalité et la fonctionnalité du bien dans les pratiques effectives, tandis que son usage symbolique désignera sa mise en œuvre dans des pratiques de langage et de représentation et son usage imaginaire sa mise en œuvre dans des désirs ou des expressions imaginaires d'envies ou de projets. L'autre logique de valeur est fondée sur l'échange avec l'autre et sur les confrontations que peut entraîner cette logique. Celle-ci comporte, elle aussi, une dimension réelle, fondée sur la concurrence et la rivalité et sur l'appréciation de la valeur fondée sur la valeur d'échange. Elle comporte

aussi une dimension symbolique, fondée sur l'énonciation de discours et la mise en œuvre de représentations de l'activité économique dans l'information et dans le débat public. Enfin, elle comporte une dimension imaginaire, fondée à la fois sur l'image de l'autre dont on est porteur dans un imaginaire non fondé sur de la connaissance, mais sur des fantasmes et sur des impressions et sur des représentations fondées sur de la fiction ou sur de la propagande. La publicité, en particulier, va susciter un imaginaire de la consommation qui va s'inscrire dans les logiques de confrontation, d'échange et de concurrence avec l'autre. Mais ce que l'on peut remarquer, c'est que l'ensemble de ces logiques différentes fondées les unes sur l'usage et les autres sur l'échange s'inscrivent dans une problématique commune à celle de l'opposition entre sédentarité et déplacement, entre immobilité et flux. En effet, la production renvoie, fondamentalement, au rapport à un espace fixe, comme les exploitations agricoles de la terre ou les activités industrielles de production et de transformation des matières premières, tandis que l'échange renvoie fondamentalement à un rapport à l'espace fondé, lui, sur le parcours, sur le flux et sur la relation à l'altérité entraînée par ces flux et ces parcours. On opposera donc, ainsi, une économie de permanence, caractérisée par un rapport à la pérennité du temps long et à une spatialité sédentaire, et une économie de flux et d'échange, caractérisée par un rapport à un temps long de mutation et à une spatialité de déplacement.

On peut donner un deuxième exemple d'une opposition fondamentale fondant l'économie politique dans une opposition ancienne et durable entre "économie réelle" et "économie formelle". Orléan a recours à cette opposition, par exemple, pour proposer une interprétation de l'opposition entre activité économique de production et d'échange et activité financière de spéculation.

Les banques doivent être incitées à faire leur métier, à savoir investir dans l'économie réelle, créatrice de biens et d'emplois. Il faut réorganiser le métier bancaire, le détourner de la spéculation. Et, chaque fois qu'est proposée une innovation financière, se demander si elle est bonne pour l'économie réelle. Ce serait là un complet changement d'orientation. ("Le Monde", 21-01-2012)

Il s'agit, finalement, d'une opposition entre deux conceptions du temps long et du rapport de l'économie à la durée et à l'immédiateté. En effet, les acteurs de l'économie peuvent concevoir le temps long comme un temps de production et de développement, fondé sur la mise en œuvre de l'activité dans le temps court: c'est ce que l'on désigne par le concept d'économie réelle, qui exprime des identités économiques fondées sur des biens réels et des activités effectives de production et de transformation. Mais on peut aussi concevoir le temps long comme un temps de développement de profits dans le long terme, fondé sur la mise en œuvre, dans le temps court, d'activités de spéculation, caractérisées par un rapport à la prévision et à l'imaginaire portant sur l'évolution des valeurs et non sur celle des activités. C'est cette deuxième conception de l'économie que l'on désigne par le concept d'économie formelle.

Un troisième exemple d'opposition permettant de penser la sémiotique de l'économie dans une logique politique est l'opposition entre les acteurs et entre les pouvoirs. Les identités économiques sont, dans ces conditions, fondées sur l'identité des acteurs qui mettent en œuvre des pratiques et des stratégies dans l'espace public de l'économie et des échanges. C'est ce qui permet à Marx de fonder son approche de l'économie politique sur la lutte des classes. Il s'agit de ne pas concevoir l'économie politique comme un champ de rationalité de la production et de l'échange de valeurs, mais de la concevoir comme un champ d'expression et d'intelligibilité de la confrontation entre les acteurs et entre leurs identités. Cette opposition fonde une dimension proprement institutionnelle de l'économie politique qui repose sur le débat public et sur l'énonciation d'institutions, au sens anthropologique du terme. On peut comprendre une institution, sur ce plan, comme une médiation symbolique d'appartenance. Dans une telle problématique, l'économie se conçoit comme un champ de définition des appartenances et des acteurs collectifs. En pensant l'histoire comme un champ d'oppositions entre des acteurs de l'aliénation et de la propriété et des acteurs aliénés et soumis au pouvoir des premiers, entre la bourgeoisie et le prolétariat, Marx propose une lecture de l'économie politique comme un ensemble d'expressions de cette conflictualité, qui prendra différentes formes dans l'histoire, selon les logiques qui dominent, à différentes époques, l'organisation des sociétés. Dans l'Antiquité, il s'agit, essentiellement, de l'opposition entre l'esclavage et la liberté – qui fondera, d'ailleurs, dans l'histoire des identités politiques, la problématique de la liberté. À l'époque moderne, il s'agit, essentiellement, de l'opposition entre bourgeoisie et salariat. À l'époque contemporaine, cette opposition entre les pouvoirs économiques et les employeurs et les salariés et ceux qui sont soumis aux pouvoirs va rejoindre l'opposition entre nomadisme et sédentarité. En effet, l'aliénation prend la forme du déplacement pour l'emploi, qui peut aller jusqu'à une véritable errance d'un emploi à l'autre. Cela s'accompagne d'une perte d'identité professionnelle, qui peut aller jusqu'à la perte de l'expertise et du savoir ou, sur un autre plan, jusqu'à l'errance et à la migration incessante dans des pays étrangers, sans que l'identité puisse se fixer ni s'exprimer de façon pérenne, dans un lieu, dans un métier ou dans un statut reconnu d'acteur.

Ces trois exemples montrent comment, pour inscrire pleinement l'économie dans une sémiotique politique, il est important de désigner et de penser les antagonismes et les conflictualités qui fondent les identités des acteurs et des appartenances et qui structurent un inconscient de l'économie politique. C'est que, pour penser l'économie politique dans toute sa dimension, non seulement il faut aller au-delà de la fonctionnalité et de l'instrumentalité, mais il faut, sans doute, aussi, penser des dynamiques inconscientes et comprendre les logiques de refoulement qui font de l'économie un véritable champ de signification politique. Sans doute est-ce de cette manière que les acteurs de l'économie ne se manifestent pas seulement dans l'espace du marché par leurs stratégies, leurs initiatives,

leurs entreprises et leurs actes, mais aussi s'expriment en y instituant des identités dont ils sont porteurs et qui permettent de penser une signification politique de l'économie. C'est de cette manière que l'espace public de l'économie ne se réduit pas à un marché d'échanges et de confrontations entre des valeurs, mais s'inscrit dans la logique d'un espace public d'expression d'identités, articulant leur dimension symbolique au réel de leur intervention et à l'imaginaire de leurs ambitions et de leurs projets.

C'est ainsi que la valeur n'est pleinement reconnue comme un signe que quand elle est articulée par ceux qui la mettent en œuvre à une référence qu'elle exprime. Ce sont les différences entre les diverses conceptions sur lesquelles repose cette référence qui fondent les identités exprimées dans le champ de l'économie politique : un travail pour les salariés et leurs employeurs, une marchandise pour les acteurs du commerce et de l'échange, un bénéfice attendu pour les spéculateurs, une relation à un équivalent général comme l'or ou d'autres références⁴, en ce qui concerne les monnaies. Goux (1973: 131) explique, à ce propos, «qu'il n'y a pas de valeur (de sens), sinon par un effort producteur»⁵. C'est la production qui constitue la référence fondamentale inscrivant la valeur dans un système sémiotique, en l'articulant au réel d'une activité sociale. Cette activité sociale constitue, avec les autres, l'espace social de l'économie. Celui-ci devient un espace politique à partir du moment où les acteurs qui le peuplent et y agissent s'expriment sous la forme d'identités dont ils sont porteurs et qui les situent les uns par rapport aux autres dans des relations initiatrices de conflictualité. Le terme "effort", employé par Goux, fait bien de la référence de la valeur un réel, au sens où l'entend Lacan dans l'articulation du réel, du symbolique et de l'imaginaire: l'effort est le réel de l'économie, car il manifeste ce qui résiste au sujet de la communication, du langage et du politique, ce qui, dans ces conditions, revêt, pour lui, le statut d'un réel, d'un obstacle dont l'expérience est constitutive de l'identité. L'effort est producteur de valeur et de sens, de même que le travail est producteur de valeur et d'identité pour Marx, car il désigne l'expérience du réel par laquelle le sujet se constitue comme acteur, porteur d'une identité politique qu'il exprime par la spécificité même du "travail" qu'il met en œuvre.

7. Les pouvoirs et les institutions en économie

Pour que soit pleinement élaborée la sémiotique politique de l'économie, il importe que soient pensées les logiques selon lesquelles se structurent, dans ce champ, des pouvoirs qui caractérisent les acteurs et des institutions qui structurent et expriment des appartenances sociales. C'est, en effet, à partir du moment où l'espace public est structuré par des pouvoirs et des

⁴ On verra plus loin que ces références vont changer dans l'histoire, l'histoire de l'économie politique s'exprimant, précisément, dans la succession de ces références. Il s'agira, en particulier, de l'or, puis du dollar après la deuxième guerre mondiale, mais il existe d'autres références, dans l'histoire politique des monnaies.

⁵ Le texte dont ceci est issu est un article publié en 1968 dans "Tel Quel", sous le titre "L'inscription du travail".

affrontements entre pouvoirs et contre-pouvoirs qu'il devient pleinement un espace politique. Dans le champ particulier de l'économie, ce qui va définir la notion de pouvoir, c'est, sans doute, la puissance de définir les valeurs. Détenir un pouvoir dans l'espace de l'économie, c'est être, ainsi, en mesure d'en imposer l'usage et la signification aux acteurs qui y sont reconnus.

On peut proposer deux exemples qui illustrent ce fait que le pouvoir économique repose sur la puissance d'instituer les conditions de définition de la valeur. Le premier exemple est contemporain. Il s'agit du débat qui a lieu autour de la dette publique de la Grèce, dans les années 2010-2012. En effet, ce débat a deux dimensions. Il a, d'abord, une dimension proprement économique et financière: il s'agit de l'appréciation des conditions dans lesquelles la Grèce peut rembourser la dette et dans lesquelles, dans le cadre d'un débat entre les puissances économiques, une part de cette dette peut être neutralisée. Mais le débat a aussi une dimension qui articule l'économie et le politique, autour de la faillite éventuelle de la Grèce, qui constitue une forme d'image de la Grèce vis-à-vis des puissances économiques dans le monde et qui manifeste une forme de perte d'identité en faisant perdre à la Grèce son indépendance financière. En effet, la définition de la monnaie, par le maintien de l'euro en Grèce ou par l'exclusion de ce pays de la zone euro, fonde les conditions dans lesquelles s'y exprime la valeur. Ce débat permet de comprendre que l'économie se pense comme un champ de la sémiotique politique à partir du moment où les logiques de pouvoir y sont engagées et à partir du moment où les identités se fondent sur le concept d'indépendance. Une identité politique est reconnue par les autres, et se fonde pleinement comme identité dès lors que l'acteur qui en est porteur a la maîtrise indépendante de ses choix et de ses décisions. Or, les conditions dans lesquelles la Grèce conclut un accord avec les autres puissances portent, en particulier, sur les limites de l'indépendance économique du pays. C'est ainsi que l'économiste P. Richard dira que «l'objectif des Européens est de mettre la Grèce sous cloche» ("Le Monde", 22-02-2012).

L'autre exemple que l'on peut donner de cette articulation du pouvoir à l'institution de la valeur se situe dans l'inconscient, car on peut dire qu'une forme de refoulement fonde, dans le champ de l'économie, les institutions et les relations au pouvoir. En effet, comme le refoulement dans le champ du psychisme, le pouvoir consiste, dans le champ de l'économie, à interdire, à censurer, le débat sur les modalités de désignation de la valeur. De même que l'arbitraire du signe empêche tout débat sur les conditions d'apparition des signes dans la langue et dans les systèmes psychiques de représentation, le pouvoir économique empêche tout débat sur ce qui fonde la valeur des monnaies et des autres systèmes d'expression de la valeur. «Le lien qui attache un signifiant à un signifié», écrit Goux (1973: 189), «est aussi fragile, aléatoire, arbitraire, que celui qui donne une valeur marchande à une pièce de métal vil ou à un rectangle de papier». C'est ainsi que, dans le champ de la crise contemporaine de la dette grecque que nous choisissons comme exemple, c'est sur l'arbitraire d'une convention entre les puissances que réside la reconnaissance de l'usage de l'euro en Grèce. «Les pays de la zone

euro se sont mis d'accord, mardi 21 février au matin, sur un nouveau plan de sauvetage sans précédent de la Grèce d'environ 230 milliards d'euros, afin d'éviter une faillite du pays aux conséquences imprévisibles pour l'Europe entière», écrit, ainsi, «Le Monde» (21-02-2012). C'est ainsi que se définit une instance du réel dans le champ de la sémiotique de l'économie politique: comme ce dont la maîtrise échappe à l'acteur à qui la norme est imposée.

Mais le réel de l'économie peut prendre la forme d'un contre-pouvoir. C'est, en particulier, le cas quand il acquiert l'identité d'un acteur propre, confronté au pouvoir politique ou à d'autres pouvoirs du champ de l'économie. C'est ainsi, par exemple, que les banques sont progressivement apparues comme des contre-pouvoirs et ont peu à peu contribué à la limitation des pouvoirs politiques institutionnels. D'une part, cela tient à l'autonomisation de plus en plus grande de la «sphère économique» par rapport à l'espace des pouvoirs politiques, et, d'autre part, cela tient au fait que les pouvoirs politiques, pour leurs investissements et la mise en œuvre de leur politique, ont eu de plus souvent besoin des banques pour les financer. On peut ainsi parler de deux logiques de contre-pouvoirs des banques: d'un côté un contre-pouvoir institutionnel tenant à l'indépendance des pouvoirs propres des banques, en particulier compte tenu de leur activité auprès des particuliers, et, de l'autre, d'un contre-pouvoir instrumental et organique, tenant à leur activité dans le champ des politiques publiques. La naissance de l'euro et l'indépendance de la banque centrale européenne vis-à-vis des pouvoirs politiques des états ou de l'Union européenne sont une autre illustration de ces contre-pouvoirs de l'économie, à l'époque contemporaine. Quand, l'espace européen se constitue pleinement en un espace économique commun de production et d'échanges par l'adoption d'une monnaie unique, il est décidé que l'émission de cette monnaie et la régulation de son usage relèveraient d'une autorité indépendante des pouvoirs politiques nationaux, la Banque centrale européenne. Dans ces conditions, le réel du pouvoir de l'économie devenait un contre-pouvoir d'autant plus important qu'il ne faisait pas face à un pouvoir exécutif propre commun à l'ensemble des pays de l'Union européenne, et qu'il échappait, ainsi, pleinement, au contrôle des états et à leur souveraineté politique. Enfin, les «agences de notation» font, de plus en plus, apparaître les acteurs financiers comme un contre-pouvoir, échappant aux institutions politiques et venant limiter leur pouvoir propre. Ces «agences» privées mettent en œuvre une activité de plus en plus importante dans le domaine économique, et apparaissant de plus en plus nettement comme un pouvoir propre et un véritable contre-pouvoir contrebalançant le pouvoir des acteurs politiques: l'évaluation, en particulier l'évaluation des politiques publiques. L'activité des agences de notation était, au commencement, limitée à l'évaluation comparative des banques, des entreprises et des acteurs financiers: il s'agissait, au départ, de fournir des informations, en particulier aux investisseurs, sur l'activité des entreprises dans lesquelles ils effectuaient des placements, pour les éclairer sur leur rentabilité. Mais, avec le temps, cette activité a illustré le caractère politique de l'information et son rôle dans la décision et dans le débat public,

comme l'avait bien montré Habermas. En particulier, les agences de notation ont fini par étendre leur activité à l'évaluation des pays et des états et ont, ainsi, joué un rôle de plus en plus important de contre-pouvoir financier dans l'espace politique, notamment avec l'accroissement du montant de la dette publique contractée par les états et avec le rôle de plus en plus important de l'information financière dans le domaine des investissements publics. Mais, à la différence des contre-pouvoirs politiques légitimes classiques, celui des agences de notation, des banques et des acteurs financiers n'est que d'ordre politique, car il ne se fonde pas sur une légitimité issue de choix démocratiques, mais il est d'ordre financier et se fonde sur une légitimité d'expertise, fondée sur des critères techniques et sur une culture propre, fermée et, en quelque sorte, autorégulatrice.

Le marché, qui représente l'ensemble de ces acteurs économiques et financiers propres, de leur légitimité particulière et de leurs modes spécifiques d'expression et de légitimation, se fonde, ainsi, sur une invisibilisation de plus en plus grande de ses acteurs, liée à la spécificité close des informations qui les fondent. C'est ce phénomène qu'Adam Smith désignait par la "main invisible", au moment où l'autonomie accrue des acteurs financiers se développait avec la naissance des formes modernes du capitalisme contemporain, fondé sur les pouvoirs propres des capitaux et des investisseurs, dans les entreprises et dans les politiques publiques. Les acteurs constitutifs de l'espace du marché constituent, ainsi, un acteur porteur d'un pouvoir propre, comme le montre Marx, opposé au pouvoir politique des travailleurs et du peuple, revendiquant de plus en plus fortement de se voir reconnaître une part propre du pouvoir politique, d'autant plus qu'il dispose, de plus en plus, de modes spécifiques d'expression et d'information. On notera, ainsi, que l'opposition entre le marché et les pouvoirs politiques se manifeste d'autant plus clairement que le développement des médias et de l'information, lui-même, d'ailleurs, lié à l'accroissement de l'activité des bourses et des acteurs financiers, manifeste la visibilité de plus en plus intense des identités politiques.

Avec ce développement de l'information et de la dimension symbolique propre de l'économie, se développe une opposition de plus en plus claire entre ce que l'on appellera "l'économie réelle" et ce que l'on appellera "l'économie formelle". Cette opposition manifeste la naissance de l'économie comme un système symbolique propre, comme un langage particulier, comme un mode spécifique d'expression et d'énonciation de l'identité de ses acteurs et de ses pouvoirs. Ce que désigne le concept d'économie "réelle", c'est l'ensemble des activités effectivement mises en œuvre dans l'espace de la production et de l'échange. Il s'agit de la matérialité des biens conçue au point de vue de leur usage et de leur rôle effectif dans l'activité économique d'un pays. Ce que désigne l'économie "formelle", c'est l'ensemble des informations et des représentations qui donnent une signification à ces activités, leur donnant, ainsi, une dimension symbolique. L'opposition entre économie formelle et économie réelle est, finalement, du même ordre que l'opposition, classique, entre forme et contenu, entre signe et référence. Mais,

précisément, la sémiotique vient contester cette opposition pour la remplacer par une dialectique. Il s'agit, en effet, de montrer que la réalité des biens et des activités n'est rien sans leur représentation symbolique, que le rôle de l'information et de la représentation est de faire en sorte que les acteurs de l'économie s'instituent en sujets d'énonciation et de représentation porteurs d'un langage propre et d'identités particulières, fondées sur des entreprises de reconnaissance mutuelle. Le projet sémiotique engagé par Saussure consiste, justement, à aller au-delà de l'opposition entre une économie formelle et une économie réelle, permettant de fonder une sémiotique de l'économie politique sur la dialectique entre les informations et les représentations, d'un côté, et, de l'autre, la réalité et la matérialité des biens et des échanges. Deux faits semblent, ici, devoir être notés. Le premier est historique. Le *Cours de linguistique générale* est publié par des élèves de Saussure, après sa mort, en 1920. Il est intéressant de noter que cette publication a lieu dans un moment de grave crise du système économique mondial, culminant avec les événements de 1929. Ce n'est pas un hasard si la réflexion sur le signe et sur la dialectique entre la forme et le sens apparaît au moment de la crise de la représentation de l'économie, qui est mise en œuvre par les acteurs financiers. Ce que l'on peut aussi noter est le fait que cette crise, qui se manifeste sous la forme de l'opposition entre économie formelle et économie réelle, apparaît dans un moment de développement du rôle de l'information et de l'expression dans l'activité économique. C'est, par exemple, le moment où se développe l'usage des chèques dans les transactions économiques, le moment où se développent les formes modernes d'enregistrement de la mémoire de l'activité, où, enfin, par le développement de l'informatique et des formes modernes de traitement de l'information, le rôle des médias s'accroît dans le champ de l'économie politique⁶.

Le champ de l'économie, de ses entreprises et de ses acteurs, apparaît ainsi bien comme le réel du politique, ce qui ne dépend pas du politique. Il ne s'agit pas toujours d'un véritable contre-pouvoir, mais il s'agit toujours d'une limite du pouvoir politique, d'un des éléments qui viennent le borner, voire le déterminer et en limiter l'autonomie de décision. C'est sur ce plan qu'il importe de penser et de comprendre la signification des stratégies élaborées et mises en œuvre par les acteurs de l'économie, qui permettent de penser les logiques propres de ce réel du politique. Cette confrontation entre pouvoir politique des états et pouvoir propre de l'économie et des acteurs financiers était illustrée par deux intervenants d'un débat intitulé "Que peuvent les états face aux marchés ?" ("Le Monde", 18-10.2011). Marc Roche disait au cours de ce débat

Ce qui est frappant, c'est l'absence de contre-pouvoir face au pouvoir bancaire. Les ONG n'ont pas les compétences nécessaires, la presse est ligotée par la crise, les analystes, au sein des banques elles-mêmes, sont marginalisés parce qu'ils ne

⁶ On peut lire, sur ce point, les informations proposées dans l'ouvrage historique de Patrice Flichy (1991).

rappellent pas d'argent, les universitaires font financer leurs recherches par les milieux d'affaires. Il faudrait que les ONG, les Eglises, les associations reprennent du pouvoir. (*Ibidem*)

Et, au cours du même débat, Cahuzac évoquait «le sentiment d'impunité» des banques, et le fait «(qu')il y a toujours eu tension entre la démocratie et le marché» (*Ibidem*). C'est cette tension entre les institutions et les acteurs de la démocratie et le marché et les acteurs financiers qui manifeste à la fois la crise du politique et l'effectivité de l'existence de l'économie comme limitation du pouvoir – que cela s'exprime sous la forme d'un contre-pouvoir ou que cela prenne la forme d'un obstacle à la liberté des acteurs politiques et à leur autonomie de décision.

C'est dans ce champ qu'il convient de s'interroger sur les significations politiques du capitalisme et du libéralisme, d'une part, et, d'autre part, sur celles du socialisme et du communisme, comme modes d'orientation de l'exercice des pouvoirs et d'organisation des institutions et des espaces politiques. La naissance du capitalisme comme mode d'organisation de l'économie d'un pays et, au-delà, comme mode d'organisation des institutions, des pouvoirs et de leurs limites, date du moment où les capitaux privés et, en particulier, les banques, se voient reconnaître un rôle particulier dans l'espace politique. Les recherches de Max Weber sur la relation entre la naissance du protestantisme et celle du capitalisme ont permis de mieux comprendre la signification politique de ce qu'il appelle "l'esprit du capitalisme", qui se fonde, justement, sur l'indépendance prise par les acteurs financiers à l'égard des pouvoirs politiques. Historiquement, la reconnaissance de ce pouvoir propre des acteurs financiers s'inscrit dans la logique d'une "éthique", celle du protestantisme, qui naît dans des pays dans lesquels la finance se développe sous la forme d'une activité propre, qui s'impose face aux acteurs politiques et à leurs pouvoirs. Weber propose d'identifier à "l'ascèse" cette spécificité de la culture protestante, c'est-à-dire de l'identifier comme une séparation de l'activité économique par rapport à l'espace public.

En passant des cellules monacales dans l'activité professionnelle et en commençant à dominer la moralité intramondaine, l'ascèse a contribué [...] à édifier le puissant cosmos de l'ordre économique moderne qui, lié aux conditions techniques et économiques de la production mécanique et machiniste, détermine aujourd'hui avec une force contraignante irrésistible, le style de vie de tous les individus qui naissent au sein de cette machinerie – et pas seulement de ceux qui gagnent leur vie en exerçant directement une activité économique. (Weber 1904-1905: 250-251)

En évoquant cette "force contraignante", Weber rejoint à la fois ce que Smith appelait la main invisible du marché, et ce que Lacan désigne comme le réel.

C'est dans cette problématique que nous proposons de penser une signification des politiques économiques comme l'austérité, la rigueur, ou l'inflation et situer la problématique contemporaine de la dette, ses

implications et ses significations multiples. En fait, on peut mieux comprendre ces significations dans la logique d'une limitation des pouvoirs. La politique de l'austérité et de la rigueur désigne, dans ce champ, l'impératif de la diminution des dépenses publiques. Elle manifeste, en ce sens, une limitation du pouvoir d'investissement de la puissance publique, et, par conséquent, une diminution de sa capacité d'intervention dans l'économie et dans les entreprises qui lui donnent sa dynamique. C'est la raison pour laquelle les politiques d'austérité ont souvent été condamnées, en particulier par les économistes keynésiens, parce qu'elles portent atteinte à la croissance et au développement économique des pays. L'austérité et la rigueur représentent des expressions contemporaines de ce que Weber identifiait comme propres à l'idéologie protestante, et elle a, en effet, été mise en œuvre dans des pays dans lesquels la culture protestante est importante, comme l'Allemagne ou les Etats-Unis à certaines époques. À l'inverse, la politique de l'inflation désigne une politique dans laquelle les prix sont libres d'augmenter, ce qui est soutenu par une émission importante de monnaie. En ce sens, il s'agit d'une politique dans laquelle les pouvoirs publics laissent libre cours à la croissance des profits et à l'intensification des initiatives privées, souvent au détriment du pouvoir d'achat des classes populaires, soumises plus que d'autres à la contrainte des prix. Ces politiques permettent de mieux comprendre le lien entre monnaie et pouvoir. En effet, l'émission et la circulation de monnaie dans l'espace public de l'activité et des identités politiques caractérisent les différences entre ces politiques économiques.

Mais il faut aller plus loin en termes sémiotiques, et mieux comprendre ce que signifient ces politiques. On peut leur donner trois significations majeures. D'abord, il s'agit, de fait, de l'expression, dans le champ de l'économie, de principes moraux, de la naissance d'une forme d'éthique, pour reprendre le terme proposé par Weber. En ce sens, les politiques économiques sont articulées par la culture politique qui donne naissance à ces termes, à des conceptions morales, à une idéologie consistant dans un imaginaire d'idéal moral. Par ailleurs, et ceci est lié à la dimension morale de la signification de ces politiques, les problématiques de l'austérité et de la rigueur consistent dans des modes d'évaluation des politiques publiques fondés sur des jugements moraux. En ce sens, les réflexions de Keynes sur les politiques publiques constituent une forme d'indépendance de l'économie vis-à-vis de la morale, car elles consistent à critiquer ces politiques et à en suggérer d'autres en se fondant sur un impératif de développement et sur un imaginaire de croissance plus que sur un imaginaire moral. C'est ainsi que Ashkenazy écrira que la politique d'austérité est «suicidaire» (*«Le Monde»*, 21-01-2012) et que Wolf dira que la politique de rigueur conduit à une forme de «récession» (*«Le Monde»*, 21-12-2011). Fondamentalement, c'est sur ce point que repose le clivage entre politiques conservatrices et politiques socialistes ou social-démocrates dans le domaine de la politique économique. Enfin, on peut donner à ces problématiques une signification liée à des conceptions de la légitimité des pouvoirs. C'est que l'éthique protestante

fonde l'économie politique, comme le montre Weber, sur une légitimité morale au lieu de la fonder sur une rationalité économique. En revanche, les politiques de développement de l'activité la fondent sur une légitimité politique liée au bien-être des citoyens, sur le développement de leur emploi, eu, au-delà, de la reconnaissance de leur identité professionnelle, et sur le développement de leur pouvoir d'achat, et, au-delà, sur la reconnaissance de leur activité dans le domaine du commerce et des échanges.

En termes de sémiotique politique, les acteurs de la vie économique deviennent des pouvoirs propres quand ils entrent en conflit, en confrontation avec les pouvoirs politiques. C'est ce qui a pu se produire, en particulier, entre les états et les investisseurs privés, dans le cadre de la décision et de la mise en œuvre de grands travaux de nature à modifier ou à restructurer l'espace public, dans le cadre des politiques de santé publique associant les pouvoirs politiques aux acteurs privés comme les laboratoires concevant les médicaments ou les médecins constituant des pouvoirs propres. C'est aussi le cas du partage de l'espace public des activités financières entre les banques privées et les administrations postales, ainsi appelées à réguler l'espace à la fois par la diffusion du courrier et de l'information et par la mise en œuvre d'initiatives et d'activités financières publiques.

Il est intéressant, sur ce plan, de noter qu'au dix-huitième siècle, dans les trois pouvoirs élaborés par Montesquieu, l'économie n'apparaît pas. En effet, ce n'est, sans doute qu'au dix-neuvième siècle qu'on assistera à l'émergence d'un pouvoir économique propre avec le pouvoir du capital, prenant la forme du développement des banques, des bourses de valeurs et de l'activité des pouvoirs financiers, même si ce pouvoir est limité, au commencement, à l'espace privé des entreprises et des acteurs financiers. Dans ce contexte, l'engagement financier et l'investissement sont considérés comme les équivalents d'une forme de citoyenneté. En effet, il s'agit de la naissance de véritables pouvoirs dans les institutions privées, dans lesquelles le développement des décideurs et du management donne lieu à la naissance d'acteurs politiques et à leur confrontation aux salariés, qui donne lieu à la naissance d'un véritable espace politique. La nécessité croissante des investissements dans les entreprises donne naissance à des formes financières de l'engagement politique et institutionnel dans le développement des profits et des activités économiques. On assiste aussi à la naissance de nouveaux modes d'expression du pouvoir dans l'entreprise, liés à l'engagement de nouveaux acteurs financiers, moins liés à des acteurs proprement économiques, comme les fonds de pension. Dans ces conditions, on peut mieux comprendre la signification de nouvelles identités économiques. Le réel finit par désigner le pouvoir lié à la contribution financière des investisseurs, ce qui conduit à réduire le pouvoir propre reconnu aux acteurs de l'économie réelle comme les salariés et ceux qui travaillent à la production. L'instance symbolique finit, dans ce contexte, par désigner l'investissement comme expression financière de l'identité. L'identité des acteurs économiques, dans une logique financière, est liée aux

investissements qu'ils mettent en œuvre, à leurs choix des entreprises dans lesquelles ils placent leurs fonds et dont ils attendent des intérêts. Mais, de ce fait, la dimension symbolique de l'activité du marché est aussi liée, comme on l'a vu, au développement de médias propres et de logiques propres de communication et d'opinion. Enfin, l'instance imaginaire de cette logique financière exprime l'attente du profit et du rendement : en effet, il n'y a pas d'investissement sans l'imaginaire de l'attente d'un profit, d'un rendement, logique d'attente comparable à celle de l'agriculture qui consiste dans l'attente de la récolte.

C'est ainsi qu'avec le temps, l'investissement va donner lieu à la naissance d'une forme particulière de concurrence, à la fois entre les investisseurs pour le pouvoir sur l'entreprise et entre entreprises pour bénéficier des investissements et du financement. En ce sens, va s'établir un véritable espace public de la concurrence qui donne à l'activité financière la signification et la consistance d'un espace public propre, dans lequel il convient de comprendre les stratégies des acteurs. En effet, l'identité des acteurs économiques va se penser dans cette problématique particulière, opposant l'économie réelle, que l'on peut identifier à la mise en œuvre de logiques économiques de production et d'échanges, et l'économie formelle, que l'on peut identifier à la mise en œuvre de logiques financières par des acteurs propres.

La signification des politiques économiques peut se penser dans cette rationalité particulière. C'est dans ce champ que l'on peut penser la problématique contemporaine de la dette: ses implications et ses significations multiples tiennent à la fois à une dimension éthique et morale de condamnation de la dette et à une dimension d'imaginaire politique fondée sur l'expression de l'indépendance, à la fois politique et financière. Sans doute est-ce aussi ainsi que peut se comprendre la signification politique du libéralisme, que l'on peut penser comme une forme de dénégation de la spécificité de la dimension politique de l'économie, fondée sur la revendication d'un pouvoir propre des acteurs économiques, indépendants des pouvoirs politiques. Cette logique se fonde aussi sur une forme de projection sur la dimension collective des politiques publiques des logiques singulières de l'économie, fondées sur des termes et des expressions liées à une dimension singulière des acteurs individuels, comme la dette, sur l'austérité, sur la liberté, ou sur le rejet des pouvoirs et de l'État. Cette dénégation de la part du politique dans l'économie caractérise le libéralisme par rapport au socialisme, au communisme, ou encore à l'écologie politique, qui reposent, au contraire, sur la prise en considération par l'économie des références et des orientations liées à l'orientation politique du développement social. Sans doute peut-on pleinement comprendre le sens de cette dénégation en s'appuyant sur la problématique freudienne de la *Verneinung*, selon laquelle la dénégation est une forme particulière d'expression de l'identité, liée à l'expression d'un désir et d'une orientation du sujet par l'énoncé de son contraire, et sur une problématique des identités politiques fondées sur une logique de l'antagonisme et de la conflictualité.

Bibliographie

Aristote

1968 *Politique* (tr. fr. par J. Aubonnet), Paris, Les Belles-Lettres.

Beitone, Alain; Cazorla, Antoine; Dollo, Christine; Draï, Anne-Marie

2010 *Dictionnaire de science économique*, Paris, Armand Colin.

Benveniste, Émile

1969a *Le vocabulaire des institutions indo-européennes. 1. Économie, parenté, société*, Paris, Éd. de Minuit.1969b *Le vocabulaire des institutions indo-européennes. 2. Pouvoir, droit, religion*, Paris, Éd. de Minuit.

Bourdieu, Pierre

1993 *La misère du monde*, Paris, Seuil.

Crozet, Yves; Abdelmalki, Lahsen; Dufourt, Daniel; Sandretto, René

1998 *Les grandes questions de l'économie française*, Paris, Nathan.

Declerck, Patrick

2001 *Les naufragés. Avec les clochards de Paris*, Paris, Plon.

Flichy, Patrick

1991 *Une histoire de la communication moderne. Espace public et vie privée*, Paris, La Découverte.

Freud, Sigmund

1982 *La dénégation* (tr. fr. par J.-C. Capèle et D. Mercadier), Paris, Kristophoros.

Friedberg, Erhard

1993 *Le pouvoir et la règle*, Paris, Seuil.

Friot, Bernard

2012 *La cotisation, levier d'émancipation*, "Le Monde diplomatique", février 2012, p. 12.

Godelier, Maurice

1969 *Rationalité et irrationalité en économie*, Paris, Maspero.

Goux, Jean-Joseph

1973 *Économie et symbolique*, Paris, Seuil.2000 *Frivolité de la valeur. Essai sur l'imaginaire du capitalisme*, Paris, Blusson.

Habermas, Jürgen

1978 *L'espace public* (tr. fr. de M. B. de Launay), Paris, Payot.

Jacot, Jacques-Henri

1998 *Les figures de l'entreprise*, in AA.VV., *Le monde du travail*, Paris, La Découverte pp. 436-443.

Kergoat, Jacques

1998 *Les conflits du travail*, in AA.VV., *Le monde du travail*, Paris, La Découverte pp. 378-390.

Keynes, John Maynard

2005 *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (trad. fr. par J. de Largentaye), Paris, Payot & Rivages.

2009 *Sur la monnaie et l'économie* (trad. fr. par M. Panoff), Paris, Payot & Rivages.

Lacan, Jacques

1974 *Télévision*, Paris, Seuil.

Lafargue, Paul

1979 *Le droit à la paresse*, Paris, François Maspero.

Lamizet, Bernard

1992 *Les lieux de la communication*, Liège, Mardaga.

2002 *Politique et identité*, Lyon, P.U.L.

2006 *Sémiotique de l'événement*, Londres, Hermes Publishing.

2011 *Le langage politique*, Paris, Ellipses.

2013 *Le sens et la valeur*, Paris, Garnier.

Marx, Karl

1965 *Œuvres. Économie. I*, éd. par M. Rubel, Paris, Gallimard.

1968 *Œuvres. Économie. II*, éd. par M. Rubel, Paris, Gallimard.

Mauss, Marcel

2007 *Essai sur le don*, Paris, P.U.F.

Méda, Dominique

1998 *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Paris, Flammarion.

Orléan, André

2011 *L'empire de la valeur. Refonder l'économie*, Paris, Seuil.

Piketty, Thomas

2013 *Le capital au XXIème siècle*, Paris, Seuil.

Polanyi, Karl

2011 *La subsistance de l'homme. La place de l'économie dans l'histoire et la société* (tr. fr. par B. Chavance), Paris, Flammarion.

Proudhon, Pierre-Joseph

1966 *Qu'est-ce que la propriété?*, Paris, Garnier.

Quéré, Louis

1982 *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier Montaigne.

Rifkin, Jeremy

1996 *La fin du travail* (trad. fr. par P. Rouve), Paris, La Découverte.

2000 *L'âge de l'accès* (trad. fr. par M. Saint-Upéry), Paris, La Découverte.

Rousseau, Jean-Jacques

1966 *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes in Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, t. 3.

Sansot, Pierre

1991 *Les gens de peu*, Paris, P.U.F.

Schumpeter, Joseph

1983 *Histoire de l'analyse économique*. (trad. fr. sous la direct. de J.-Cl. Casanova), Paris, Gallimard, 3 voll.

Silem, Ahmed

1995 *Histoire de l'analyse économique*, Paris, Hachette.

Simmel, Georg

1987 *Philosophie de l'argent* (tr. fr. par S. Cornille et P. Ivernel), Paris, P.U.F.

Weber, Max

1904-1905 *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (trad. fr. par J.-P. Grossein), Paris, Gallimard.

Zelizer, Viviana

2005 *La signification sociale de l'argent* (tr. fr. par C. Cler), Paris, Seuil.